



L'Internationnaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Un plan d'action pour



Place de la Puerta del Sol à Madrid



Place Tahrir au Caire

le socialisme !

N°110 - Juin 2011 - 2 Euros

Groupe Socialiste Internationaliste
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV^e Internationale

Edito.

Il nous faut un plan d'action pour le socialisme

Depuis que le capitalisme est entré dans sa phase impérialiste, c'est-à-dire depuis la fin du XIX^{ème} siècle, ce qui s'est violemment manifesté à travers la Première Guerre mondiale. Il n'est plus porteur d'aucun progrès pour l'humanité. L'ère des guerres et des révolutions, des crises cycliques du système, chaque fois plus profonde, n'est que le fruit de cette triste réalité.

Les forces productives de l'humanité (l'homme et ses moyens de domestiquer la nature : la science, les technologies) sont détruites au nom de la sacro-

ment contre les « méfaits du capitalisme ».

Masquant avec de belles paroles la réalité hautement antidémocratique de l'État bourgeois, ils se sont fondus dans les institutions bourgeoises ce qui les amène aujourd'hui à s'inscrire dans une perspective uniquement électorale. Méprisant l'abstention ouvrière et populaire active qui s'est abattue sur eux comme une « malédiction », ils n'ont pas vu venir la colère de la majorité, des travailleurs et des jeunes.

Les illusions électoralistes du NPA ont

gauche n'a que le mot élection à la bouche... Que ce soit le Bloc de gauche portugais ou le NPA, aucun n'est une alternative, car aucun ne se bat pour le socialisme de Marx, Engels, Lénine et Trotski !

Défendre les acquis ouvriers et démocratiques, défendre l'indépendance de classe de nos syndicats est un combat que nous devons mener à l'échelle de l'Europe contre la CES, contre les partis et gouvernements bourgeois de droite ou de « gauche » (Grèce, Espagne, Portugal...).

La défense de nos droits impose la rupture avec le FMI et l'Union européenne qui veulent enfoncer les peuples dans la servitude et la misère ; au nom d'une dette des États qu'ils ont eux-mêmes inventée, avec l'aide d'agences de notation remplies d'« experts » qui ont parti lié avec la haute finance bancaire internationale.

Répondant à l'appel des travailleurs grecs et des révolutions arabes, les exploités, les opprimés ont pris



Place Tahrir au Caire

sainte loi du profit. La propriété privée des moyens de production se maintient au détriment de la collectivité, de l'humanité.

Dans ce contexte, les illusoirs possibilités de réforme du système ne sont qu'une perte de temps. En reniant le marxisme, les partis autoproclamés « anticapitalistes », « progressistes », les gouvernements de « gauche » ou se réclamant du socialisme du XXI^e siècle, ont renoncé à lutter réelle-

ment ainsi volé en éclats, emportées par l'irruption violente de la lutte des classes.

Seule la lutte paie, voilà ce que nous a démontré la révolution arabe, voilà ce que nous devons faire, semblent nous dire la jeunesse et la classe ouvrière portugaise, espagnole, grecque, anglaise...

Quelle ironie, quelle tragique ironie, alors que la révolution frappe à notre porte, avec tout ce qu'elle porte de remise en cause, la soi-disant extrême

le chemin de la révolte. La défense de nos droits porte en elle la lutte pour la rupture avec le capitalisme et pose la question de l'alternative.

S'organiser en parti de classe, c'est prendre conscience que la seule alternative au capitalisme est le socialisme authentique. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un illusoire plan d'urgence réformiste, mais d'un plan d'action pour le socialisme !

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-litqi.org - Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>
Clôture rédactionnelle le 1^{er} juin 2011 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Revue de presse sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu. » K. Marx

La situation sociale en France est encadrée par une montée de la lutte des classes à échelle internationale. Comme dans le reste de l'Europe, les processus révolutionnaires dans le monde arabe font souffler un vent nouveau pour la classe ouvrière du pays. En effet, depuis la mobilisation gigantesque des travailleurs et des jeunes contre la contre-réforme des retraites en octobre dernier, la bourgeoisie essaie de reprendre la main. En comptant sur le soutien sans faille des partis institutionnels (tous les partis institutionnels de l'extrême droite à la « gauche radicale »), des bureaucraties syndicales et de la presse bourgeoise, la classe dominante française essaie de faire croire que tout se réglera lors des élections présidentielles de 2012. Pas étonnant alors qu'on n'entende à peine parler des mouvements de grèves, des débrayages, des rassemblements qui se déroulent chaque jour aux quatre coins du pays.

Car oui, les grèves existent, les mouvements de contestation existent, et ils sont même très nombreux ! Mais les bureaucraties syndicales et politiques, qui servent de dernier rempart contre le déferlement des masses, en isolent sciemment toutes ces grèves. Or, quand on regarde dans le détail ces mobilisations, on voit un mouvement de fond, un mécontentement très ancré et une détermination très importante de la part des travailleurs.

Au cours des derniers mois, des conflits très durs se sont déroulés. Les agents de la SNCM ont observé 45 jours de grève contre la privatisation de leur entreprise, mais les directions confédérales des syndicats les ont littéralement lâchés en ne faisant rien pour rompre leur isolement.

Les dockers ont suivi de très nombreuses journées de grève pour s'opposer à

la remise en cause de leur statut. Les syndicats ont fini par signer un accord au rabais alors que la victoire était à portée de main.

Les employés des hypermarchés Carrefour ont observé une journée de grève le 9 avril, entraînant la fermeture de plus de 150 magasins dans le pays. Les grévistes ont obtenu, presque immédiatement, une hausse de salaire, une hausse de la remise sur les produits achetés dans les magasins et un 13^e mois. Pourquoi ne pas avoir appelé à une grève dans toute la grande distribution et le commerce pour une augmentation générale des salaires, alors que ce secteur emploie plusieurs centaines de milliers de salariés ? Même comme cela, les autres salariés de Carrefour et ceux d'autres enseignes et ceux de plates-formes logistiques se sont mis en grève pour exiger des augmentations de salaires et des embauches en CDI, prenant exemple sur leurs collègues des hypermarchés. Qu'attendent donc les directions syndicales pour unifier ces mouvements ?

En avril, dans le BTP, les salariés du groupe Eiffage ont suivi plus de 12 jours de grève pour exiger des augmentations de salaire. Ils ont stoppé de nombreux chantiers comme celui du grand stade de Lille et des tronçons autoroutiers en construction. Pourquoi donc les directions syndicales n'ont-elles pas cherché à élargir le mouvement, au moins à tout le secteur pour arracher des hausses de salaire et des embauches massives ?

Si l'on regarde les conflits qui se déroulent au mois de mai, on se rend compte que les grèves touchent un nombre impressionnant de secteurs : administrations, services publics, transports en commun, industrie, commerce, etc.

Après **16 semaines de grève**, les agents du service des urgences de l'hôpital de Saint-Nazaire ont obtenu des embauches supplémentaires, concernant notamment les infirmiers, les aides-soignants et les brancardiers. À Paris, les agents de la mairie travaillant dans les crèches ont fait grève le 26 mai. Ils exigent 250 embauches im-

La crise économique en quelques chiffres

La crise qui a éclaté en 2007 a eu au moins le mérite de remettre au centre des débats la discussion concernant la nature du capitalisme. Depuis cette date et au fur et à mesure que l'on s'enfoncé dans la crise, une question revient sans cesse : le capitalisme peut-il encore être vecteur de progrès pour l'humanité ? Dès 1938, Trotski, en s'appuyant sur son analyse de la situation ainsi que sur l'héritage de Marx et de Lénine, avait répondu à cette question par la négative. En introduction du *Programme de transition*, il avait formulé ce constat en écrivant : « les forces productives de l'humanité ont cessé de croître ».

Ce constat est toujours réel aujourd'hui. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les morts et les destructions occasionnées par les guerres menées par les puissances impérialistes en Irak, en Afghanistan, en Haïti ou encore en Côte d'Ivoire, pour ne citer que quelques exemples. On peut aussi parler des famines et de la pauvreté de masse provoquées par les capitalistes qui spéculent sans vergogne sur les produits alimentaires, les produits de première nécessité ou encore les matières premières.

Un autre aspect qui permet de saisir ce que signifie la destruction des forces productives est de considérer le problème du chômage et de la précarité. La crise qui a éclaté en 2007 a détruit plusieurs centaines de millions d'emplois à travers le monde. Cette situation a touché l'ensemble de la planète : les colonies, les semi-colonies et les pays impérialistes. Ainsi, en Europe, le chômage touche **plus de 20 %** de la population active en Espagne, **plus de 17 %** dans les pays baltes, plus de **14 %** en Grèce, en Irlande et en Slovaquie et plus de **11 %** au Portugal, en Bulgarie et en Hongrie⁽¹⁾. Mais il ne s'agit là que de chiffres officiels qui ne prennent en compte ni la précarité ni les chômeurs radiés des statistiques ni les personnes qui ont abandonné l'idée de chercher un emploi. Par exemple, cette dernière catégorie concernerait 200 000 personnes au Portugal.

En France, si l'on considère les chiffres de l'emploi depuis 2008, on se rend compte que l'optimisme affiché par le gouvernement sur ce point re-

(Suite page 4)



médiates et la modification du mode de calcul des primes.

À la **Poste**, de nombreux bureaux et centres de tri sont touchés par des débrayages. Par exemple, les agents de Villers-Cotterêts dans l'Oise ont décidé de se mettre en grève illimitée à partir du 30 mai pour s'opposer à la réorganisation des tournées de distribution du courrier.

Les employés d'**Asphéria** à Rennes, entreprise chargée d'envoyer les procès-verbaux établis par les radars automatiques, ont débrayé du 16 au 24 mai pour exiger une hausse de 150 euros de salaire et l'embauche des intérimaires.

Les agents de l'agence Pôle emploi d'Argenteuil ont fait grève les 24 et 25 mai pour exiger l'embauche de 3 CDD en CDI. À la même date, les agences de Sevran et d'Alfortville étaient également en grève. Dans plusieurs villes également, comme par exemple à Lyon, les éboueurs menacent de se mettre en grève pour obtenir des augmentations.

Dans les transports en commun, au cours des dernières semaines, il y a eu des grèves à Lorient le 30 mai, à Nantes et au Mans le 28 mai. À Marseille, les agents de la RTM sont en grève tournante depuis plus de 60 jours. Ils exigent une augmentation de salaire. À la SNCF, une partie des agents s'est

mise en grève en Rhône-Alpes pour dénoncer l'agression d'un contrôleur le 24 mai. Le trafic des RER A et B, en région parisienne, a été très perturbé le 13 mai. Les conducteurs exigeaient un renouvellement du matériel et des augmentations de salaire.

Dans l'éducation, de nombreux établissements sont touchés par des arrêts de travail. Par exemple, il y a eu 100 % de grévistes au collège du Ronceray et 92 % à celui des Sources au Mans, pour s'opposer à la mise en place d'une direction commune pour les deux établissements. À Nîmes, les personnels du collège du Mont-Duplan ont cessé le travail les 25 et 26 mai contre les suppressions de postes dans leur établissement. Les personnels des cantines des Pyrénées-Atlantiques (64) ont cessé le travail le 26 mai contre la suppression de jours de congés.

Dans le commerce, les employés de Logidis-Comptoirs, chargés d'approvisionner les magasins du groupe Carrefour ont fait grève le 19 mai pour exiger une revalorisation salariale.

Dans l'industrie, de très nombreuses usines sont touchées par des débrayages parfois très longs, pour demander des embauches et des augmentations. Ainsi, les salariés du site BCM cosmétique de Vitré (Ile-et-Vilaine) qui emploie 500 employés dont 150 intérimaires ont cessé le travail pour exiger une augmentation de 5 % alors que la direction ne propose que 1,1 %.

Les ouvriers des sites du producteur de pneus Continental de Midi-Pyrénées (Toulouse, Foix et Boussens) ont observé 9 jours de grève pour obtenir des revalorisations salariales.

Les salariés du groupe Otis, qui entretient plus de 160 000 ascenseurs en France, ont cessé le travail le 27 mai pour obtenir des hausses de salaire.

Les ouvriers de l'usine Plastitube située à Bayonne se sont mis en grève pour s'opposer à un plan social et exiger une hausse de leurs salaires.

Le 27 mai, une partie des employés des Ciments Calcia qui emploient 1 500 personnes dans tout le pays ont cessé le travail pour dénoncer la détérioration des conditions de

(Suite de la page 3)

lève avant tout de la propagande. Entre début 2008 et le troisième trimestre 2009, **560 000 emplois** ont été **détruits**. Depuis cette date, seuls 184 400 ont été recréés. Mais surtout, depuis début 2008, la population active a augmenté. En réalité, moins de 6 % des chômeurs liés à la crise ont été résorbés, soit 42 500 personnes sur les 738 400 nouveaux chômeurs apparus depuis avril 2008.

De plus, les statistiques ne mesurent pas la précarité. Or, il apparaît de plus en plus clairement qu'au chômage de masse (qui officiellement baisse car on ne compte que certaines catégories de chômeurs) s'ajoute une précarité de masse. Par exemple, en 1 an, le nombre de travailleurs effectuant moins de 78 heures par mois a crû de 5,7 %. Ce sont autant de personnes qui basculent sous le seuil de pauvreté. Dans le même temps, les personnes qui travaillent à temps partiel plus de 78 heures par mois sont 13 % de plus.

Par ailleurs, les effets de la crise touchent particulièrement la jeunesse, comme le montre le tableau ci-contre. En France, une étude commandée par la LMDE (mutuelle étudiante) concernant les étudiants a fait apparaître que cette catégorie de la population était particulièrement exposée à la précarité. Environ 50 % des étudiants vivent avec moins de 400 euros par mois. Du coup, 1 étudiant sur 5 renonce à se soigner. En 2010, seuls 32 % des étudiants ont eu accès à la visite médicale obligatoire, contre 59 % en 2008. Un tiers des étudiants considèrent avoir une consommation excessive d'alcool.

(1) Voir le tableau

travail et le niveau des rémunérations.

Il ne s'agit là que de quelques exemples de mouvements sociaux qui ont eu lieu en France ces dernières semaines. On le voit bien, la situation est explosive dans ce pays. La précarité et le chômage augmentent, les salaires réels baissent, les conditions de travail se détériorent. Les travailleurs français refusent de payer les conséquences de la crise et cherchent les voies de l'offensive, c'est ce que montre la multitude de grèves qui ont lieu en ce moment. Mais étant donné l'attitude des directions syndicales bureaucratisées, ils ne pourront compter que sur leurs propres forces pour faire aboutir leurs revendications.

Mathieu

Pays	Chômage officiel des moins de 25 ans	Chômage officiel	Diplômés du supérieur (25-34 ans)
Belgique	20,70 %	7,70 %	41,30 %
Bulgarie	28,70 %	11,40 %	24,90 %
Chypre	20,20 %	7,20 %	47 %
Espagne	44,60 %	20,70 %	38,90 %
Estonie	25,90 %	14,30 %	40,10 %
Finlande	21,30 %	8,20 %	39,30 %
France	20,50 %	9,50 %	41,50 %
Grèce	36,10 %	14,10 %	27,10 %
Hongrie	27,10 %	11,90 %	22 %
Irlande	31,60 %	14,70 %	43,90 %
Italie	28,60 %	8,30 %	18,90 %
Lettonie	31,10 %	17,20 %	26,30 %
Lituanie	34,20 %	17,30 %	38,90 %
Pologne	26 %	9,80 %	30 %
Portugal	21,30 %	11,10 %	21,40 %
Roumanie	23 %	7,40 %	16,60 %
Royaume-Uni	20 %	7,70 %	40,10 %
Slovaquie	35,20 %	13,90 %	17,50 %
Suède	24,10 %	7,70 %	39,90 %

NPA : À propos de la lettre de Besancenot

Le 5 mai dernier, le site internet du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) diffusait une lettre de son leader et porte-parole Olivier Besancenot : « *Je ne serai pas le candidat du Nouveau parti anticapitaliste à l'élection présidentielle de 2012.* » Les échecs électoraux successifs subis par le NPA depuis sa constitution en 2009 ont finalement eu raison de son premier représentant. Souvenons-nous que, dès juin 2009, le Nouveau parti anticapitaliste a eu du mal à rassembler autour de lui pour les élections européennes. Le mouvement venait alors de se constituer autour de l'ancienne Ligue communiste révolutionnaire, qui profita de sa mue pour jeter avec son nom les bribes de son histoire liée au trotskisme, histoire qu'elle voulait définitivement renier.

Un anticapitalisme né dans les urnes

Le NPA est né d'une illusion de la direction de la LCR et des organisations qui l'ont suivie : l'illusion qu'Olivier Besancenot pouvait rassembler grâce à son image de jeune contestataire les travailleurs et la jeunesse dans les luttes, et surtout dans les urnes, sur la base d'un programme « anticapitaliste », sans projet ni stratégie.

Référendum pour le non à la constitution européenne en 2005, victoire contre le CPE en 2006, Besancenot a profité lors des élections présidentielles de 2007 de la mobilisation d'une classe ouvrière et d'une jeunesse qui cherchaient des moyens d'action immédiats. Il a alors reçu le soutien de 1,5 million de voix aux présidentielles (4,08 %), en tête de l'extrême gauche. De ce succès électoral, la LCR en a déduit qu'elle était la providence de la lutte des classes en France, et s'est positionnée pour tenter de remplir un espace « 100 % à gauche » du PS. Né de cette victoire électorale, le NPA s'est constitué pour élargir la base électorale de la LCR.

Mais le mouvement ouvrier n'a pas

besoin d'un parti pour le représenter seulement pour quelques élections ponctuelles. Les 4 % de Besancenot furent un vote de contestation du système de la V^e République (qui démontrait les grandes opportunités de recomposition pour un vrai parti ouvrier), mais non un vote d'adhésion au parti et à ses idées. Même malgré cet écueil, le NPA aurait pu se faire une petite place, quelque temps, entre le PC et LO, et se contenter d'être une LCR sans son programme. Mais c'était sans compter l'arrivée de J.-L. Mélenchon.

Le pivot en politique : la lutte des classes

Le pivot en politique, ce qui peut ren-



Besancenot et Mélenchon à la fête de l'humanité

verser les événements et changer l'histoire, est la capacité d'organisation de la classe ouvrière qui seule la fonde comme classe pour soi, face à la bourgeoisie. La classe capitaliste, elle, est unifiée par le fonctionnement même du capital. De plus elle est organisée en puissants partis qui dirigent les États et les institutions internationales à son service, car elle tient entre ses mains l'ensemble des leviers de l'économie et donc de la société.

On ne peut rassembler la classe ouvrière pour des victoires que derrière un puissant parti ouvrier, internationaliste, un parti de révolutionnaires professionnels qui se battent jusqu'au bout dans l'intérêt des travailleurs, pour la prise du pouvoir, pour le socialisme.

Or, la politique de la LCR, puis du

NPA, est totalement détachée du mouvement réel de la lutte de la classe ouvrière et de ses besoins ; elle reste concentrée sur les échéances électorales. Ainsi, son intervention syndicale, attentiste, est subordonnée aux appareils de la CGT, de Sud et de la FSU, ce qui se traduit par de nombreux accords avec le PC. La bureaucratie de la CGT, dirigée par le PS, couverte par de larges secteurs du PC, discute avec la bourgeoisie, accepte ses plans anti-ouvriers, puis casse les grèves des travailleurs qui cherchent à combattre les restructurations, les délocalisations, les privatisations, le démantèlement des retraites, de la sécurité sociale, de l'assurance chômage, des écoles et des hôpitaux publics.

Nous sortons d'un mouvement profond pour la défense des retraites par répartition, des grèves parfois victorieuses pour la défense des salaires traversent la France, la classe est aujourd'hui traversée par une lame de fond de colère et de contestation sur fond de révolution arabe et d'intenses luttes partout en Europe. Et Besancenot, effondré par l'échec du NPA aux cantonales, explique laconiquement dans sa lettre du 5 mai : « *Les moments de*

reflux que le mouvement ouvrier traverse en France ne doivent pas masquer le caractère instable de la situation politique liée à la crise globale que traverse le capitalisme depuis trois années. » Toute la politique du NPA est là, une incapacité à comprendre la lutte des classes et donc à aider à la recomposition du mouvement ouvrier en France.

La recomposition ne passera pas par le NPA

Nous disions dans *L'Internationaliste* n° 107, à propos du congrès du NPA qui eu lieu au mois de mars que « *le NPA participe pleinement du mouvement de décomposition, issu de la chute de l'URSS, mais fort peu de la recomposition* ». Le départ de Besancenot de son poste de présidentiable va accen-

tuer ce mouvement. Le conseil politique national du NPA, réuni les 14 et 15 mai, regrette le fait que « *le bilan de la démarche de rassemblement des anticapitalistes initiée au CPN de mars ne permet pas d'envisager la possibilité d'une candidature de regroupement anticapitaliste au niveau électoral* ». Cette lettre est d'abord et avant tout un aveu d'échec de la ligne impulsée par le soi-disant « secrétariat unifié de la quatrième internationale » et de sa traduction en France et ailleurs.

Le parti s'est construit en grande partie autour de la figure de Besancenot. En sortant de l'arène médiatique, celui-ci ferme toute possibilité au NPA de se construire une place électorale. Il faut dire que, sur ce terrain, Mélenchon a été plus malin. Sortant du PS, il se présente comme le candidat des ouvriers et, assumant sans détour son électoralisme et son réformisme, il a pu vite

constituer un cadre d'accords avec le PC et d'autres organisations dans le Front de gauche. Le NPA, refuse d'admettre l'importance des luttes ouvrières et n'assume pas son réformisme et son électoralisme.

Il faut s'attendre à ce que les militants soient à nouveau désorientés par cette nouvelle. En effet, la crise interne qui est apparue au grand jour lors du congrès va s'intensifier. Des départs aussi massifs que ceux qui ont déjà ébranlé le NPA depuis deux ans sont encore à prévoir. Combien ont abandonné le NPA, dégoûtés d'un parti qui sous des apparences radicales joue le jeu des institutions de la V^e République ? Ceux qui croyaient, et pensent encore, que le NPA sert la re-composition du mouvement ouvrier (il y en a quelques-uns pour le croire !) contribuent en réalité à sa décomposition.

Pour le GSI, la re-composition d'un parti ouvrier authentique ne peut être portée que par un projet ouvertement socialiste, un programme qui vise l'instauration d'un gouvernement pour et par les travailleurs basé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange. C'est la seule stratégie possible pour combattre le capitalisme. Le GSI, qui veut être un pôle pour aider à la constitution d'un tel parti, appelle tous les travailleurs et les jeunes sincèrement anticapitalistes à discuter avec lui de son programme.

Greg

La Poste : les grandes manœuvres continuent !

Le 7 avril 2011, le Conseil d'administration de la Poste s'est réuni pour la première fois en présence des trois représentants du nouvel actionnaire, la Caisse des dépôts et consignation (CDC). Un CA historique, donc, au cours duquel il a été décidé que les administrateurs élus des personnels ⁽¹⁾ seraient intégrés à l'ensemble des comités spécialisés sauf celui concernant la « rémunération et la gouvernance ». Fort logiquement, il a été annoncé la mise en place d'un système de jetons de présence pour les administrateurs non-élus, comme cela se passe dans toute entreprise capitaliste.

Rappelons cependant que, dans ce pays, quelques centaines de personnes, en tout, siègent aux CA ou directoires des grands groupes de l'industrie, de la banque, de l'assurance et se votent mutuellement des rétributions et jetons de présence dont le montant et la progression est inversement proportionnelle à ceux des salaires.

Ainsi, le traitement des fonctionnaires qui constituent un peu moins de la moitié des effectifs de la Poste sont gelés en 2011 et risquent fort de l'être en 2012. En termes réels, ils ont même baissé avec l'augmentation de la rete-

nue de « retraite » en janvier. Les agents contractuels de droit privés sont quant à eux, pour l'essentiel, assujettis aux augmentations liées à celle du SMIC.

Par contre, pour les cadres supérieurs et les dirigeants, c'est très différent. Souvent les premiers négocient leurs émoluments lors de leur embauche, quant aux seconds, précisons seulement que, selon le bilan social de la Poste de 2008, avant la transformation en SA donc, les 10 principaux revenus avaient progressé de 74% en 7 ans « dans une fourchette de 3 631 000€ » ⁽²⁾...

Depuis la tenue de ce CA, la Poste a annoncé la création d'une structure destinée aux prêts à destination des personnes morales, typiquement les entreprises, et qu'elle avait signé un accord avec Dexia : « *La Banque Postale a un « business model » qui génère un volant de liquidité important, et cherche à en tirer une rémunération satisfaisante. Dans cet objectif, elle s'intéresse à des investissements à la fois rentables et sûrs, avec un partenaire avec lequel elle se sent à l'aise.* » ⁽³⁾. Trente ans après la scission de l'administration de PTT, la Poste devient également un opérateur de télé-

phonie mobile en partenariat avec... SFR !

Bref, les grandes manœuvres capitalistes continuent cependant que J.-P. Bailly, le PDG du « Groupe la Poste SA », a annoncé sont intention d'ouvrir le capital de l'entreprise... à ses salariés ! L'expérience de ce qui s'est passé avec France Télécom/Orange devra peser de tout son poids pour que l'ensemble des organisations syndicales avec l'ensemble des personnels rejettent cette nouvelle attaque.

J.-Louis

(1) Cet article s'appuie essentiellement sur les communiqués des administrateurs CGT-FAPT (http://www.cgt-fapt.fr/Communique-des-Administrateurs-CGT_1523) et Sud-PTT (<http://www.sudptt.org/IMG/pdf/LPCommJetonsdePresence.pdf>) à l'issue de ce CA

(2) Lettre des administrateurs CGT-FAPT n° 143 du 29 juin 2009

(3) Entretien d'Alain Clot, DG de Dexia Crédit local à la Gazette des communes, le 27/04/2011 (<http://www.lagazettedescommunes.com/63971/alain-clot-dg-de-dexia-credit-local-%C2%AB-ne-pas-surestimer-les-consequences-financieres-des-credits-structures-%C2%BB/>)

Bénévolat, pauvreté, charité : la recette Wauquiez

Provocation ? Fanfaronnade ? Prise de température ? Difficile à dire, mais la sortie de L. Wauquiez, Ministre des affaires européennes du gouvernement Sarkozy-Fillon, sur le RSA (Revenu de Solidarité Active) est une nouvelle illustration des hésitations de la bourgeoisie. Laïcité, prime aux salariés, radars... autant de tensions sur les manières mais pas sur l'objectif : faire payer la crise aux travailleurs et à la jeunesse.

La chasse aux « paresseux » et aux « assistés »

En 1834, l'Angleterre légalise les *workhouses* en réponse à la multiplication des vagabonds et des indigents victimes du capitalisme. Ces « foyers de travail », vieille habitude de la bourgeoisie datant du XVI^e siècle, sont basés sur un principe simple : pour obtenir une aide, il faut travailler. Les

et jardins. Sinon, les allocations sont suspendues pour 3 mois. C'est vrai qu'avec 250 euros par mois, ces chômeurs sont des nababs !

Entre imposture et cynisme criminel

Wauquiez, chef de file de la droite sociale (!), n'invente donc rien. Et ment sans scrupules. Selon lui, « un couple qui est au RSA, en cumulant les différents systèmes de minima sociaux, peut gagner plus qu'un couple dans lequel il y a une personne qui travaille au SMIC ». Sans rentrer dans le casse-tête du calcul du RSA, un coup d'œil au tableau ci-contre démontre que Wauquiez ment. Pour rappel, le SMIC mensuel net hors APL est à 1 070 euros.

Pour mériter le RSA, il faudra assumer « chaque semaine, 5 heures de service social : accueil dans les services publics, nettoyage de rivières, surveillance aux abords des écoles ». Imagi-

patrons cotisent selon le principe de solidarité pour couvrir le risque chômage. En 1982, face à l'explosion du chômage, le patronat refuse d'augmenter ses cotisations et obtient une réduction du montant et de la durée d'indemnisation. Le gouvernement socialiste défend les intérêts de la bourgeoisie en comblant le déficit et en créant le RMI en 1988 pour les chômeurs en fin de droit. La logique change alors totalement.

Le RMI est basé sur la charité chrétienne : face à la pauvreté, on met en place un revenu minimum de survie déconnecté de la condition de travailleur. Le passage du RMI au RSA approfondit cette logique : on tend la main, mais pas trop : aide-toi et le ciel t'aidera ! La pression pour obliger à prendre n'importe quel boulot – même gratuit – s'accroît avec l'approfondissement de la crise du régime capitaliste. La seule issue pour la bourgeoi-

Montant forfaitaire du RSA				
Nombre d'enfant(s)	Célibataire avec APL	Célibataire sans APL	Couple avec APL	Couple sans APL
0	411 euros	467 euros	588 euros	700 euros
1	588 euros	700 euros	702 euros	840 euros
2	702 euros	841 euros	842 euros	980 euros
Par enfant en plus	187 euros			

conditions de vie et de travail y sont inhumaines, afin que les pauvres n'y prennent pas racine. Les vieux, les fous et les accidentés du travail furent les principales victimes de ce système aboli en 1948.

Mais face au danger politique que présente l'explosion du chômage, les bourgeoisies y reviennent. En Allemagne, les lois Hartz votées par le gouvernement socialiste entre 2003 et 2005, ont ainsi contraint 600 000 chômeurs à travailler pour 1 euro de l'heure. On comprend pourquoi nos patrons vantent tant le modèle social allemand ! Fin 2010, le ministre du Travail britannique Ian Duncan Smith va même plus loin : les chômeurs de longue durée effectueront 30 heures de travail bénévole par semaine pendant 4 semaines comme le ramassage d'ordures, le balayage des rues ou l'entretien des parcs

nez la pagaille que posera la formation et gestion de 600 000 bénéficiaires du RSA travaillant 5 heures par semaine ! Qui s'en chargerait ? Les agents de Pôle emploi qui croulent sous les dossiers ? Dommage, on aurait pu remplacer les 100 000 postes de fonctionnaires supprimés depuis 2007 en vertu de la RGPP par des chômeurs et des précaires qui bosseraient gratos !

Autre idée de Wauquiez, qui touche 11 000 euros net par mois : plafonner le cumul des minima sociaux à 75 % du SMIC, soit 800 euros. Quelle bonté ! Tout juste le seuil de pauvreté, fixé à 791 euros !

Charité contre solidarité

En 1958, le patronat et les syndicats (CGC, FO, CFTC) fondent les ASSE-DIC, associations paritaires chargées d'indemniser le chômage. Salariés et

sie : liquider les acquis, imposer la misère et la précarité pour tous.

Pour en finir avec la pauvreté organisée, la charité bien-pensante et l'accumulation des richesses entre quelques mains, il faut mettre à bas la propriété des moyens de production et d'échange. En planifiant démocratiquement la production en fonction des besoins, en répartissant le travail entre tous, en garantissant un salaire et des conditions de travail décentes pour tous, nous pourrions venir à bout de ce système économique inique et criminel. Pour de bon !

Emeric

Santé : Vers la disparition des sages-femmes ?



Revalorisation des statuts et des salaires

Le 12 mai dernier, les sages-femmes et les élèves infirmiers manifestaient dans les rues de Paris et de toute la France. Leurs revendications ? Une revalorisation de leurs statuts et de leurs salaires. Pour les sages-femmes, l'objectif est de faire reconnaître leurs cinq années d'études et non trois, ainsi que de revaloriser leurs salaires dans le privé comme dans le public, en milieu hospitalier ou en milieu libéral. Les infirmiers, quant à eux, dénonçaient les nouvelles modalités de la réforme de leur formation et une hausse de leurs bourses d'études.

Selon l'Association nationale des étudiants sages-femmes (ANESF), la sécurité sociale n'a pas réévalué le montant des actes depuis près de dix ans (2002). Les sages-femmes libérales n'arrivent plus à gagner leur vie : une consultation chez une sage-femme en libéral coûte 19 euros, contre 21 chez un généraliste ou 29 chez un gynécologue.

« La maternité n'est pas une maladie »

L'organisation nationale des syndicats sages-femmes le rappelait : « *La sage-femme a la compétence pour pratiquer seule le suivi médical de la grossesse*

normale (l'auteur souligne) : de la déclaration à la visite post-natale, soutenir activement l'allaitement maternel, et pour pratiquer la rééducation périnéale. » Les grossesses normales constituent environ 80 % des couples et sont suivies par un personnel qualifié d'un cursus universitaire de cinq ans. Pour les 20 % qui restent, c'est-à-dire les grossesses « anormales » appelées « à risques », il faut des médecins spécialistes formés pendant plus de dix ans : les médecins spécialistes en obstétrique. « *Il nous faut assumer de plus en plus de responsabilités sans aucune reconnaissance de celles-ci* », témoigne une sage-femme qui travaille en libéral dans le Lot⁽¹⁾.

La fin d'une maternité en bonne santé pour tous !

En vérité, les exigences de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se réalisent, et la transformation de la santé comme un marché, très juteux de surcroît, pousse les capitalistes à gérer les hôpitaux comme des entreprises. Comme le dénonçait très explicitement le communiqué de l'intersyndicale le 12 mai, « *Les fermetures des maternités se multiplient pour faire des économies et regrouper les naissances dans des grosses structures. [...] l'accompagnement à la naissance nécessite un*

personnel qualifié et en nombre suffisant. [...] La multiplication des écrans de surveillance assurant le suivi à distance des femmes attachées, « monitorées », « périduralisées », apparente les salles de naissance à des centres de réanimation, poussant les couples vers la naissance à domicile, sans toujours trouver la sage-femme pour les accompagner. »

Voilà le sort que réserve la bourgeoisie aux femmes travailleuses qui n'auront pas les moyens de payer une clinique privée très bien équipée et bien encadrée, ou de s'offrir les « services » d'une sage-femme à la maison : accoucher à la maison comme au Moyen Âge et risquer sa vie et celle du bébé, ou accoucher dans une sorte d'« usine à naissance », sans personnel médical, avec peut-être une sage-femme qui nous aiderait à accoucher de sa salle informatique derrière ses écrans.

C'est un scandale, seule la mobilisation peut stopper la destruction forcée des métiers de sages-femmes ou d'infirmiers. Dans la continuité de la journée de grève du 12 mai, une autre journée est appelée le samedi 18 juin.

Griselda

(1) www.ladepeche.fr, 12 mai 2005.

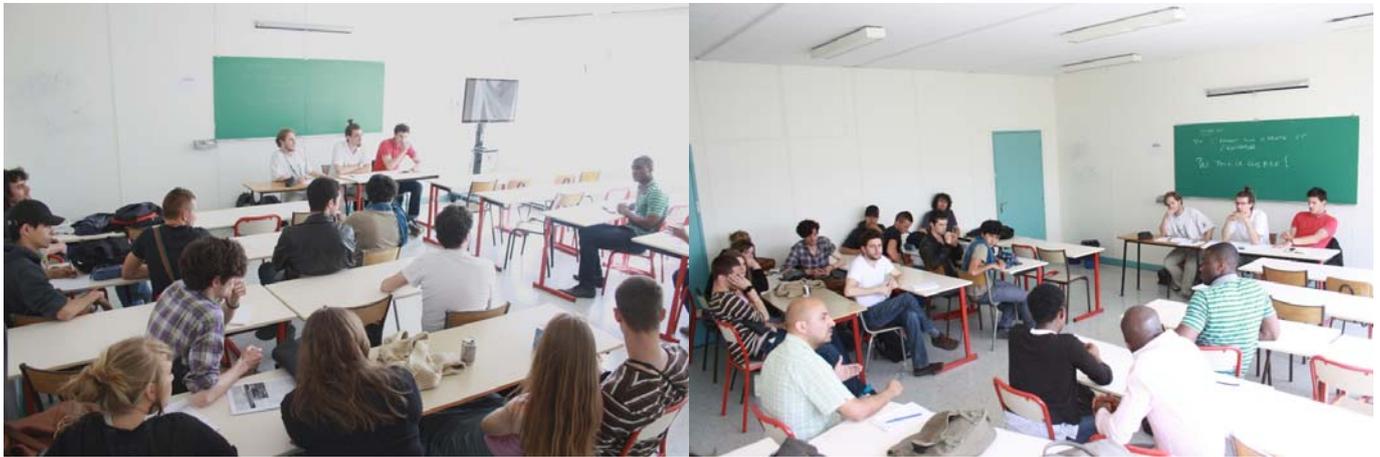
Succès de la réunion du 21 mai pour le retrait des troupes françaises !

Samedi 21 mai, nous étions 24, lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, de France et de Côte d'Ivoire réunis pour faire un bilan de la campagne pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique. Après un exposé introductif qui est revenu sur la situation internationale marquée par le souffle des révolutions Tunisienne et Égyptienne, ainsi que le caractère guerrier de l'impérialisme français (à l'extérieur de ses frontières, comme à l'intérieur : casse sociale, militarisation de l'espace public), cette assemblée a laissé place à une large discussion.

Les jeunes ivoiriens présents sont revenus sur la situation dramatique de leur pays, situation dans laquelle la France joue son vieux rôle de colon (depuis la déstabilisation du pays depuis 2002 en armant une rébellion au nord, jusqu'aux exactions de l'armée française depuis novembre 2010, participant aux meurtres des opposants, au pillage, remplaçant la police du pays).

Le silence des organisations politiques et syndicales sur la question du retrait des troupes a été noté par plusieurs intervenants. Qu'attendent-elles pour en faire l'axe principal des luttes aujourd'hui ?

Un dernier moment a été consacré à l'écriture collective de cette déclaration :



Déclaration des jeunes réunis le 21 mai 2011 pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, de Libye et de Côte d'Ivoire.

Seule notre mobilisation unie et déterminée, ici en France, peut imposer le retrait des troupes impérialistes françaises !

Le samedi 21 mai 2011, **23 jeunes travailleurs, lycéens, étudiants et enseignants** étaient réunis à l'appel des comités pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique.

Depuis 1 an, **plus de 1 600 signatures** ont été réunies grâce à l'activité de tous ceux qui ont porté la pétition pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique. Nous sommes résolus à en récolter encore bien plus et à définir bientôt avec les signataires de nouvelles **initiatives pour gagner le retrait définitif et total des troupes impérialistes françaises.**

La présence de représentants du **collectif Ensemble contre les massacres en Côte d'Ivoire (ECMCI)** venus témoigner du **rôle colonialiste et barbare de la France en Côte d'Ivoire** a renforcé notre conviction que nous devons ici, en France, nous mobiliser et nous battre afin que l'impérialisme

français cesse de piller, de tuer et de terroriser les populations en Afghanistan et en Afrique.

La Côte d'Ivoire est toujours sous le joug de la Françafrique

Depuis 2002 et l'élection de L. Gbagbo, **la France, sous le nom de Force Licorne, occupe la Côte d'Ivoire pour assurer les intérêts de Total, Bouygues et Bolloré dans ce pays.** Aujourd'hui, la France et son armée, promptes à condamner les exactions commises par le camp de L. Gbagbo, **couvrent les massacres perpétrés par les partisans d'A. Ouattara (organisés dans les Forces républicaines de Côte d'Ivoire, FRCI) et contrôlent militairement l'ensemble du territoire.**

C'est d'ailleurs un colonel français en tant que conseiller spécial du président ivoirien aux affaires militaires qui com-

mande l'armée du pays. Le pays est ravagé, notamment dans l'ouest, par des **massacres barbares organisés par les militaires de Ouattara** contre les opposants et tous ceux qui ne sont pas de l'« ethnique » du président : les hommes et leurs fils sont exécutés, par balle ou par machette, parfois brûlés vifs, de nombreuses femmes sont violées.

Ce sont des milliers de personnes qui sont assassinés sous l'œil complice de l'occupant français : alors que l'Onu a annoncé le 25 mai recenser 1 012 personnes tuées par les FRCI, dont 103 femmes et 42 enfants, la Croix-rouge communiquait déjà le 29 mars qu'il y avait eu plus de 800 morts rien que dans la ville de Duékoué.

Le seul représentant d'un pays européen le jour de l'investiture d'A. Ouattara était N. Sarkozy, accompagné de ses amis intimes M. Bouygues et V. Bolloré, prouvant encore une fois que, pour reprendre les mots des camarades de l'ECMCI, la France mène en ce moment en Côte d'Ivoire **une « colonisation qui ne dit pas son nom »**.

C'est ce qu'a avoué par un lapsus, ô combien révélateur, Henriette Dagri-Diabaté, grande chancelière de Côte d'Ivoire, lorsque dans un discours où elle a appelé le président Ouattara « Monsieur le préfet »...

Halte aux bombardements en Libye !

Depuis plusieurs mois, les peuples arabes cherchent à se libérer du joug de leurs régimes dictatoriaux par la lutte. Alors que les Libyens se révoltaient contre Muamar Kadhafi, Sarkozy en a profité pour **attaquer la Libye afin de s'approprier les raffineries de pétrole et poser ses pions pour mater les processus révolutionnaires de la région**.

Il n'est pas inutile de rappeler que Kadhafi fut invité avec les honneurs à l'Élysée fin 2007, pour négocier des contrats avec la France. De même, si l'actuel Conseil national de transition, ce gouvernement de Kadhafi sans Kadhafi, est reconnu par les autorités françaises, c'est qu'il **assure à la France le contrôle du pétrole et une place de choix dans l'économie de reconstruction** après la guerre.

La mission l'Harmattan, nom de l'opération française en Libye démarrée le 19 mars, est un gouffre financier payé par les travailleurs. **Chaque bombe tombée sur les civils libyens coûte 300 000 euros**. Nous payons chaque **heure de vol d'un avion Rafale 40 000 euros**, le fonctionnement du porte-avion **Charles-de-Gaulle 50 000 euros par heure**. L'armée française effectue plus de 30 vols par jour, dont la moitié pour des bombardements. Le ministère de la Défense estime à **plus d'1 million d'euros par jour le coût de la guerre** en Libye.

Cette guerre qui se fait au mépris de la volonté réelle du peuple libyen est **déjà une défaite pour l'impérialisme français**, qui expliquait il y a deux mois qu'il n'interviendrait que trois jours ! Ses avions Mirage se fatiguent et doivent subir régulièrement des réparations, les meurtres de civils l'ont contraint à l'utilisation d'hélicoptères, alors même qu'après deux mois de bombardements **les forces de Kadhafi n'ont pas reculé**.

Le gouvernement français veut néanmoins aller jusqu'au bout, et il est **prêt s'il le faut à demander une rallonge auprès du Parlement pour terminer son sale travail**. Comble de l'ironie, le ministre de la Défense, A. Juppé, l'initiateur d'un plan de casse des retraites et de la sécurité sociale qui a été défait par les grandes grèves de 1995, s'est

plaint lui-même des restrictions budgétaires : « Ça fait dix ans que les moyens du Quai d'Orsay ont été diminués et aujourd'hui nous sommes à un moment où [...] **nous risquons de ne plus avoir tout à fait les moyens de nos ambitions** ».

Évidemment, les ambitions de ce gouvernement ne sont pas le plein emploi, l'augmentation des salaires et le développement des services publics mais bien l'asservissement et la colonisation des peuples, notamment en Afrique.

La France, vassale des États-Unis dans le borbier afghan

Depuis dix ans, **l'armée française mène une guerre aux côtés des États-Unis pour s'accaparer les ressources minières du pays et contrôler le passage du gaz et du pétrole** qui a déjà coûté la vie à **plus de 15 000 civils afghans**.

Après dix ans de lutte contre les Talibans et le terrorisme international, une dépense de **470 millions d'euros pour les opérations en 2010 et 58 morts parmi les soldats français**, l'avancée la plus significative provoquée par la coalition semble être dans la production d'héroïne et de haschich : plus de 80 % du pavot mondial (opiacé utilisé pour la fabrication de l'héroïne) proviennent d'Afghanistan et le pays est désormais le premier exportateur de haschich vers la Russie.

8 000 soldats se relaient pour permettre la permanence de 4 000 d'entre eux sur place. Ces troupes ont le mandat de sécuriser les zones placées sous responsabilité française afin d'aider au « développement » du pays et de former la future armée afghane. En 2009, **quand 200 millions d'euros étaient alloués aux opérations sur place, 11 millions seulement étaient prévus pour aider la population civile** : en Afghanistan comme en France, le gouvernement se fiche des travailleurs !

Les objectifs du gouvernement sont ailleurs. En 2009, **la commission des finances de l'Assemblée nationale regrette fortement l'absence d'entreprises en Afghanistan qui auraient dû profiter de la reconstruction et se faire de l'argent**. Mais la guerre est un borbier. Le pays n'est pas assez stable pour que la France ou les États-Unis y envoient leurs entreprises, si bien qu'aujourd'hui **l'impérialisme négoce directement avec le mollah Omar !**

Nous n'avons pas à payer pour la guerre ! Mobilisons-nous pour le retrait des troupes !

Le budget de la défense pour faire la guerre contre les peuples est de plus de 31 milliards en 2011. 31 milliards pour piller et massacrer !

Cette année, **66 000 postes auront disparu dans l'éducation nationale** depuis 2007, dont 16 000 supplémentaires à la rentrée prochaine. Dans le même temps, l'État recrute 15 000 soldats pour l'armée de terre, 10 000 gendarmes, 3 000 marins... par an ! **Le gouvernement menace 54 hôpitaux publics de fermeture** au nom de la rentabilité alors qu'il se permet de dépenser 1,3 millions d'euros par jour pour occuper l'Afghanistan. **Notre système de retraites est détruit**, la sécurité sociale le sera bientôt au nom du déficit de l'État.

L'argent existe pourtant ! Il faut le prendre là où il est ! C'est pourquoi nous nous sommes engagés dans **une bataille pour mobiliser massivement les travailleurs et les**

jeunes pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique. Depuis une première assemblée générale en décembre qui a réuni plus de 30 personnes à Paris, cinq réunions ont eu lieu dans les universités de Nanterre et de Censier ainsi qu'au lycée Claude-Monet à Paris qui **ont rassemblé plus de 100 personnes.**

Un **comité de lutte** pour le retrait existe désormais chez les salariés de la **librairie Gibert-Joseph**, dans les **lycées Monnet et Rodin** (Paris XIII^e), dans les **universités de Censier et de Nanterre.** Ces comités apparaissent **dans les manifestations** pour s'adresser largement aux travailleurs et ils **relaient la pétition dans les syndicats**, en premier lieu à la CGT. Des **comités de quartier** vont se constituer afin de populariser la campagne grâce aux militants qui mènent régulièrement la campagne **sur les marchés de Saint-Denis et de Montreuil ou encore à la gare de Sartrouville.**

Tous ensemble, jeunes travailleurs, lycéens, étudiants, enseignants, nous tenons à réaffirmer clairement **notre soutien au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris le droit des dernières colonies françaises, les DOM-TOM, à l'autodétermination.** C'est au nom de ce droit bafoué pour la grande majorité des nations que nous appelons tous les

travailleurs et toute la jeunesse à relayer cette campagne, à signer, à faire signer notre pétition et à constituer des comités de lutte pour le retrait. Il n'y a que les travailleurs et les jeunes, ici en France, qui pourront obtenir le retrait des troupes françaises là-bas. Personne ne le fera à notre place !

C'est pourquoi **nous lançons un appel solennel à tous les militants, aux associations et aux organisations se réclamant du mouvement ouvrier à se battre dans l'unité pour réclamer le retrait immédiat, total et définitif de toutes les troupes impérialistes françaises** en opération ou postées à l'étranger. La priorité en ce moment ne devrait pas être l'élection présidentielle mais la défense inconditionnelle des services publics et de nos acquis ouvriers. Nous les appelons tous à prendre leurs responsabilités et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour populariser et massifier cette bataille vitale pour tous les travailleurs. Tous ensemble, exigeons :

De l'argent pour la santé, l'éducation et les retraites, pas pour la guerre !

Retrait des troupes françaises d'Afghanistan, de Libye et de Côte d'Ivoire !

« Monsieur le Préfet » A. Ouattara...

La cérémonie d'investiture d'A. Ouattara comme président de la Côte d'Ivoire s'est déroulée samedi 21 mai à Yamoussoukro. Le seul chef d'État de l'Union européenne présent était N. Sarkozy, flanqué d'A. Juppé, son ministre des Affaires étrangères, et M. Roussin que l'on pourrait présenter en disant qu'il est un peu le successeur de J. Focart et de Ch. Pasqua pour ce qui est de la politique africaine de l'impérialisme français. Bien entendu, pour faire bonne mesure, V. Bolloré et M. Bouygues, que l'on ne présente plus, étaient du voyage.

Cependant, les chefs d'État africains ne se bousculaient pas à Yamoussoukro. Entourant Choi Young-jin, le représentant sur place du secrétaire général de l'Onu, on trouvait Blaise Compaoré (Burkina Faso), Goodluck Jonathan (Nigeria), Abdoulaye Wade (Sénégal), Idriss Déby (Tchad) plus quelques-uns, les Premiers ministres du Kenya et de l'Afrique du Sud. Bref, ceux qui étaient « obligés » de faire ce déplacement. Parmi eux, Compaoré et Jonathan ont rencontré Sarkozy en tête-à-tête à cette occasion.

D'autres avaient préféré rester au pays de crainte, en cette période où l'onde de choc de la révolution arabe atteint l'Afrique subsaharienne, de ne pas retrouver leur fauteuil à leur retour. D'autres encore se sont tenus à l'écart, persuadés qu'ils ne devaient pas cautionner le sacre de Yamoussoukro, concomitant à l'intervention impérialiste



liste en Libye : deux dangereux précédents.

A. Ouattara avait invité à sa table son ancien patron, M. Cambdessus, ancien directeur général du FMI, cela va de soi n'est-ce pas, et quelques autres. Cependant, cette cérémonie s'est déroulée alors que les exécutions sommaires et les emprisonnements arbitraires se poursuivent frappant les parti-

sans de L. Gbagbo ou supposés tels. Amnesty International vient à ce sujet de rendre un rapport accablant pour Gbagbo, mais aussi pour Ouattara, Ouattara qui va probablement chercher à faire porter le chapeau à ses lieutenants.

C'est donc dans ce contexte qui voit l'impérialisme français à l'offensive dans toute l'Afrique, sous divers prétextes et sous le couvert de mandats de l'UE, de l'Otan ou de l'Onu, que ce que tout le monde pense à été dit ouvertement, comme dans ce conte d'Andersen où un enfant dit tout haut ce que personne ne veut voir : « Le roi est nu ». Ingénue, Henriette Dagri-Diabaté ? Certainement pas. Récemment nommée par Ouattara

grande chancelière de la Côte d'Ivoire, elle a eu la lourde charge de remettre à ce dernier les insignes de sa fonction et c'est alors qu'elle prononce un discours retransmis en direct à la télévision : « Monsieur le Préfet, euh... Monsieur le Président... ».

J.-Louis

Ecoles primaires de Saint-Denis (93) interview d'une enseignante gréviste

Ces dernières semaines, des grèves très dures se sont déroulées dans les écoles primaires de Seine-Saint-Denis. Le mardi 26 avril, le ministre de l'Éducation Luc Châtel a mis le feu aux poudres avec l'annonce d'une suppression de 1 500 classes à la rentrée 2012. En Seine-Saint-Denis, 8 300 élèves supplémentaires sont attendus. Mais cette dernière provocation du ministre est une des nombreuses pierres dans la destruction de l'éducation publique en France. Fanny, enseignante à l'école primaire Henri-Wallon dans la commune de Saint-Denis, s'est mobilisée avec ses collègues et les parents de ses élèves.

Il faut rappeler que le gouvernement a délibérément choisi de laisser la situation pourrir en Seine-Saint-Denis. La pénurie des personnels enseignants n'est pas une conséquence de nouvelles réformes, elle y est organisée, tout comme il s'agit du lieu privilégié des expérimentations du ministère (dispositif ECLAIR, prime de 10 000 euros à l'assiduité, équipes mobiles de sécurité...).

L'Internationaliste : D'après toi, quelles sont les revendications qui ont été centrales dans les dernières mobilisations ? Mobilisations des enseignants mais aussi des parents.

Fanny : Ce qui nous a permis de mobiliser les parents l'année dernière, c'est principalement le non-remplacement des enseignants absents, et cette année la fermeture des 16 000 postes qui entraîne la fermeture de classes. Nous, enseignants, quand nous voyons la succession des réformes qui visent à démanteler le service public de l'éducation, sommes évidemment mécontents et inquiets de l'orientation qui est donnée au système éducatif. Je pense notamment au nouveau système de fichage des élèves, à la disparition de la formation qu'a entraîné la fermeture des IUFM, à la disparition également des RASED⁽¹⁾ et de plus en plus franchement de notre liberté pédagogique avec la mise en place du socle commun de compétences (voir article sur le collègue dans le même numéro de *L'Internationaliste*).

L'Internationaliste : Comment la mobilisation a-t-elle pris une telle ampleur ?

Fanny : Un collectif s'est organisé avec des rendez-vous réguliers : actions ou réunions.

L'Internationaliste : Combien y avait-il de personnes dans les assemblées générales ?

Fanny : En vérité, c'est très irrégulier. Le nombre varie en fonction du propos, des horaires, du lieu, et maintenant des thèmes de réflexion, puisqu'il existe aujourd'hui des sous-groupes de travail. Au final on peut passer de 4 en AG (le jeudi de 19 h à 21 h) à 400 (lors des grèves, des manifs et des journées

« écoles mortes »).

L'Internationaliste : Quand vous réunissiez-vous ?

Fanny : Il n'y avait pas de jours fixes. La seule obligation était de refixer une date à la fin de chaque rencontre.

L'Internationaliste : Comment a été créé le comité de Saint-Denis ?

Fanny : Il a été créé lors d'un conseil d'école extraordinaire à la mairie de Saint-Denis dont le but était la rédaction d'un cahier de doléances. Après avoir entendu le topo catastrophique qui venait de leur être présenté, et les premiers résultats sur le terrain des réformes imposées par le gouvernement, les parents nous ont demandé comment eux aussi pouvaient agir, se faire entendre, riposter... Une liste mail a été créée, les premières réunions ont eu lieu ainsi que les premières actions (rédaction et distribution de tracts, repas coopératif d'information, manifestation, occupation d'écoles, journées de grève et écoles mortes, lâcher de ballons, prises de contact avec les médias, conférence de presse...).

L'Internationaliste : D'après toi, quelle a été l'utilité de ce collectif ? Quelles en ont été les limites ?

Fanny : Cela a permis de recréer les liens entre les parents et les enseignants qui ont parfois du mal à communiquer par manque de temps, ou parce qu'ils ont des attentes différentes. Cela a également formé certains parents à une forme plus construite de revendications. En créant ce collectif, on a pu plus facilement prendre des contacts et des idées dans les villes aux alentours. Ce sont les parents d'Épinay qui nous ont notamment conseillé de déposer les

saisines à la Halde⁽²⁾. Dans le cadre du collectif, nous avons aussi commencé à réfléchir collectivement à notre conception de l'école idéale.

Nous regrettons cependant que les personnes présentes dans ce comité ne soient pas plus représentatives de la diversité socioculturelle qui existe dans la commune et dans le département. Une question revenait souvent aux assemblées générales : comment étendre le mouvement à toutes les personnes ?

L'Internationaliste : Quel bilan tires-tu de la nuit du 20 mai qui a eu lieu la semaine dernière ? Peux-tu nous rappeler les objectifs de cette « action » ?

Fanny : Environ 200 parents se sont déplacés, une cinquantaine d'instituteurs les ont accueillis dans deux écoles (ce qui est très peu dans une commune qui compte 57 écoles comportant environ 10 classes de 25 élèves.) Dans l'une il y a eu deux débats avec buffet en intermède, dans l'autre une conférence gesticulée (sorte de théâtre d'improvisation où les spectateurs sont aussi les participants). Pour moi, cette nuit des écoles n'est qu'une brique de plus à l'édifice. Quelle que soit l'action, l'objectif est d'informer, d'échanger, de manifester une opinion. L'enjeu c'est que la population se réapproprie le service public qu'est l'éducation nationale. Aux professeurs d'imposer la maîtrise de leur profession, aux parents d'élèves d'exiger des moyens pour une éducation digne de leurs enfants.

L'Internationaliste : Que penses-tu de la journée d'action de la semaine prochaine, le 31 mai, appelée par tous les syndicats contre le gel des salaires dans la fonction publique ?

Fanny : Personnellement, je ne serai pas gréviste. L'augmentation de mon

salaire ne me paraît pas être la priorité pour rétablir de bonnes conditions de travail. De toute façon je sais que cette grève sera très suivie, je préfère garder mon argent pour d'autres rendez-vous de lutte. Et puis c'est une façon de rester crédible auprès des parents précai-

res, qu'on met dans la m... à chaque journée de grève. On pourra les mobiliser avec nous dans des actions plus locales.

(1) Réseaux d'Aides Spécialisées eux-Élèves en Difficulté.

(2) Le collectif a déposé une saisine à la Haute Autorité de Lutte contre la Discrimination et pour l'Égalité (HALDE) le 31 mars 2011.

Collège : retour au certificat d'études et au livret de travail

Avec plus de 67 000 suppressions de postes depuis 2007, le gouvernement, à travers le ministère de l'Éducation nationale, détruit massivement des emplois. Mais les fermetures de postes, de classes, voire d'établissements ne sont qu'une face de la destruction programmée de l'éducation publique. Socle commun des compétences, individualisation et fichage du parcours des élèves, démantèlement des statuts... sont l'autre versant de ce plan.

Une « attestation de compétences » pour tout diplôme

Le socle commun et son application pratique, le livret personnel de compétences (LPC), signifient la fin du brevet, premier diplôme national obtenu par une très grande majorité de jeunes puisés passé à la fin de la 3^e. Par ce processus, l'individualisation à l'œuvre dans la réforme du lycée se transpose à l'école et au collège. Comme nous l'avons déjà analysé⁽¹⁾, ce LPC constitue une mise au pas des élèves pour les adapter au marché du travail. D'ailleurs, un livret de compétences expérimental a vu le jour cette année, permettant d'intégrer à cette évaluation des « partenariats extérieurs ».

Examen en fin de 5^e et préapprentissage

Dans la même perspective, le gouvernement prévoit, comme l'explique bien J. Groperrin (député UMP, secrétaire en charge des politiques éducatives et auteur du rapport sur le socle commun), « la création d'un diplôme en fin de 5^e, car c'est à partir de cet âge qu'on peut aller vers d'autres solutions scolaires. Il y aurait une évaluation du socle commun avec une remise de diplôme aux élèves qui changent de voie et aux autres qui poursuivent en 4^e ». Le retour au certificat d'études est déjà

en route : une évaluation nationale de 5^e fera l'objet d'une expérimentation durant l'année 2011-2012⁽³⁾.

« Il faut faire du préapprentissage, peut-être même réfléchir à des filières, créer des ponts entre le collège et d'autres systèmes de formation » affirme encore J. Groperrin. Les dispositifs permettant l'apprentissage dès quinze ans doivent donc être développés, tout comme la « liberté » du chef d'établissement à décider seul de l'orientation des élèves.

Fichage des élèves renforcé

Après Base-élève et Sconet, deux systèmes de fichage des données personnelles (respectivement pour les 1^{er} et le 2nd degrés), un nouveau système se met en place : Affelnet. Il s'agit d'un système de gestion de l'orientation qui permet d'affecter les élèves « automatiquement », à partir d'informations, entre autres, sur leur origine ou leurs résultats scolaires. Le LPC numérique, intégré à cette nouvelle base conservée pendant plus de trente ans, va donc suivre l'élève à l'âge adulte et ouvrir la voie à un véritable livret de travail.

Classement ECLAIR et casse des statuts

Le dispositif ECLAIR expérimenté cette année se précise⁽⁵⁾, et il va clairement vers des établissements type *charter schools* aux États-Unis. C'est-à-dire que ces établissements, naguère « éducation prioritaire », seront bientôt subventionnés en fonction des résultats et non des besoins : « Sur la base d'un diagnostic partagé, des contrats d'objectifs définissant les priorités et les principaux leviers d'action devront être signés dans les meilleurs délais. Ils arriveront à échéance en juin 2015. Dans les établissements, les différents projets pédagogiques et éducatifs fe-

ront l'objet d'une évaluation rigoureuse. »⁽⁶⁾

Avec la complicité des syndicats

Contre ces attaques, les enseignants se sont mobilisés de manière très éparse : refus de remplir les LPC ou les fichiers Base-élève, grève contre les fermetures de classes et le statut ECLAIR... Mais ces mouvements sont restés très isolés, non seulement du fait de la nature de ces contre-réformes mais à cause de la complicité des syndicats qui n'ont opposé aucune résistance face à ces très graves attaques et n'ont rien fait pour organiser ou même coordonner les mouvements. Qui ne dit mot consent : le SNES a mis plus d'un an à proposer une pétition contre le dispositif ECLAIR (dont la position n'est d'ailleurs pas franche) ; la CGT n'a pas fait mieux.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon cherche à plonger l'éducation dans un grand retour au XIX^e siècle, mais il ne peut le faire qu'avec l'inaction et la complicité criminelles d'un syndicalisme d'accompagnement qui participe à l'application de toutes les contre-réformes. La nécessité aujourd'hui est bien de mener la bataille dans nos organisations syndicales, en particulier la CGT, pour mettre un coup d'arrêt à la liquidation de l'éducation publique !

Garlone

(1) Voir notre article dans *L'Internationaliste* n° 101.

(2) Interview de Jacques Groperrin par l'agence AEF, 27/04/2011.

(3) Circulaire de préparation de la rentrée 2011, encart au BO du 5/05/2011.

(4) *Idem*.

(5) Voir la tribune libre « Nous refusons et nous restons - Appel des personnels du collège Jean-Vilar de La Courneuve contre l'ECLAIR », in *L'Internationaliste* n° 107.

(6) Circulaire de préparation de la rentrée 2011, encart au BO du 5/05/2011.

Congrès de la fédération commerce et services CGT : la bureaucratie bousculée

La fédération du commerce, des services et de la distribution CGT a tenu son 13^e congrès du 16 au 20 mai 2011 à Poitiers. À de nombreux niveaux, ce congrès était particulièrement important pour la bureaucratie fédérale et confédérale. Le GSI était présent à ce congrès grâce à un camarade de la section CGT Gibert Joseph.

Nous avons souvent évoqué dans *L'Internationaliste* la volonté de l'actuelle direction de la CGT de réformer profondément la confédération pour en faire un outil au service d'un syndicalisme d'accompagnement et de cogestion. La façon dont la direction confédérale a liquidé le mouvement contre les retraites est à ce titre emblématique. Les décisions politiques prises par la bureaucratie s'accompagnent d'un processus de réorganisation du syndicat dont le congrès du commerce constituait une étape importante.

Le camarade du GSI qui a participé à ce congrès répond aux questions de *L'Internationaliste*.

Pourquoi as-tu participé au congrès fédéral ?

Ma participation est la conséquence de notre travail de construction syndicale à Gibert Joseph et maintenant Gibert Jeune. Le travail que nous avons fourni pour agrandir et faire fonctionner notre section syndicale a payé. Pour rappel, nous sommes, à Gibert Joseph, une section syndicale de l'Union syndicale du commerce de Paris. Cette Union syndicale regroupe l'ensemble des syndiqués du commerce et des services de Paris.

Compte tenu de la croissance de notre syndicat, nous pouvions participer avec deux mandats à la délégation de l'US commerce au congrès. Cette participation avait un double objectif : d'abord se faire une idée de la composition du congrès et des rapports de force au sein de la fédération, ensuite participer à la lutte contre la réforme des statuts de la fédération qui menaçaient directement l'existence de l'union syndicale (un amendement prévoyait par exemple la possibilité par la CEF⁽¹⁾ de remplacer la direction d'un syndicat lors d'une procédure d'exclusion de la fédération...).

Des affrontements violents ont eu lieu pendant ce congrès. Quelle analyse en fais-tu ?

La fédération du commerce a une importance particulière dans la CGT : c'est la plus grosse fédération du secteur privé au sein de la CGT et elle regroupe quatre-vingt branches professionnelles. Elle a été fondée tardivement, en 1973. Les affrontements ont eu lieu parce que la direction confédérale a fait le choix d'entamer la restructuration de la confédération par la fédération commerce. Le détachement des membres du service de sécurité personnel de Bernard Thibault

(appartenant au syndicat du livre parisien) pour assurer la sécurité du congrès a rendu visible la présence confédérale.

Depuis quelques années, une opposition de lutte de classes à la politique de Bernard Thibault (PS) s'est manifestée dans la CGT. Il faut rappeler qu'il a été mis en minorité lors du vote sur le traité constitutionnel européen. Plusieurs courants d'opposition se sont structurés à l'intérieur de la CGT à l'initiative de différents secteurs (Où va la CGT ?⁽²⁾, FSC⁽³⁾)... La bureaucratie se sait menacée et s'est assurée une majorité de vote lors de ce congrès afin de faire passer coûte que coûte les amendements aux statuts et la reconduction de la CEF. La CEF a donc truqué de manière systématique les mandats pour le congrès. Ce qui a eu pour conséquence de radicaliser des responsables syndicaux qui soutenaient pourtant depuis longtemps l'appareil bureaucratique.

Durant le congrès, un « front commun » s'est donc opposé aux directions fédérales et confédérales sur un accord minimal : l'incompétence de la direction fédérale et les tricheries sur les votes. L'opposition s'est réunie après chaque session du congrès. Des divergences sont apparues : par exemple certains soutenaient le fait de faire invalider le congrès devant la justice bourgeoise. Ce « front commun » aura néanmoins permis de faire échec aux amendements des statuts.

Quel a été ton travail particulier dans ce cadre ?

La première chose était de permettre aux camarades dont on avait refusé les mandats de pouvoir entrer dans le congrès, donc de pousser le service d'ordre qui voulait les en empêcher. C'est le service d'ordre qui a provoqué l'incident en cherchant à repousser violemment notre en-

trée dans le congrès. Le fait de m'être fait gazé (le SO a utilisé des gazeuses, envoyant deux délégués à l'hôpital, *ndlr*) dès l'entrée et d'avoir été le plus jeune délégué masculin m'a permis d'intervenir facilement dans le congrès. Les interventions ont cherché à mettre la fédération devant ses responsabilités : par exemple, une convention collective s'applique à la librairie sans que nous ayons de position nationale de la CGT sur cette question. En aparté des sessions du congrès, il a fallu recueillir les contacts des camarades qui soutenaient nos positions, voire empêcher certains de rendre leur carte en les persuadant de la possibilité de gagner. Ce qui est important c'est que plusieurs jeunes délégués de Paris aient été renforcés par ce combat et convaincus de la nécessité de lutter contre la bureaucratie.

Quelles sont les perspectives après ce congrès ?

La bureaucratie syndicale sort affaiblie de ce congrès. Cependant, le constat est vite fait : sans perspectives claires pour l'avenir de la CGT et sans organisation politique pour les porter, l'opposition à la bureaucratie restera une opposition de circonstance. La lutte contre la bureaucratie doit se structurer à la base, dans nos sections, dans nos syndicats, dans nos unions locales. C'est pourquoi nous élaborons une plate-forme syndicale à proposer à nos contacts syndicaux afin d'organiser une lutte consciente et conséquente contre les bureaucrates !

(1) La Commission exécutive fédérale (CEF) est l'organe dirigeant de la fédération. Elle est composée de 41 membres.

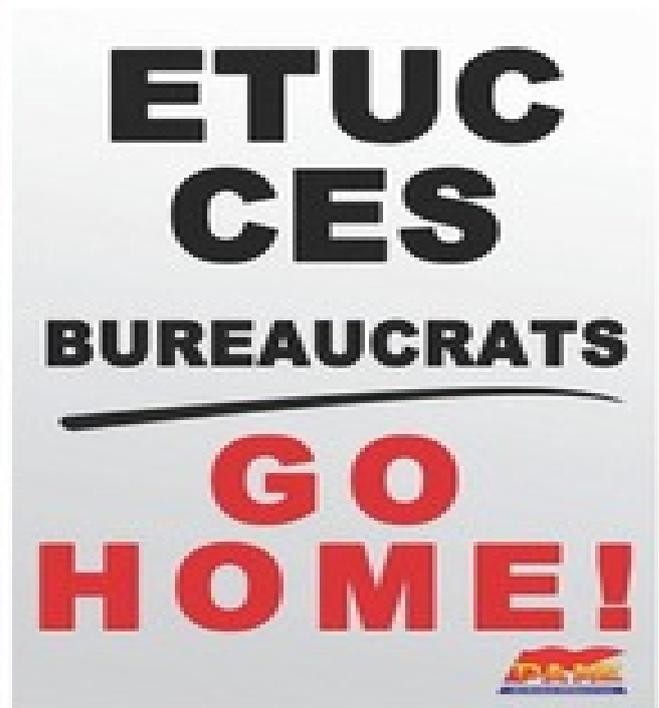
(2) Dirigée par l'OCML (maoïste) : <http://ouvalacgt.over-blog.com>.

(3) Dirigé par le PRCF : www.frontsyndical-classe.org.

Le congrès de la CES à Athènes : une provocation !



ETUC - CES IS UNWANTED



ETUC - CES IS UNWANTED

Le 12^e congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES) s'est tenu en Grèce, à Athènes, du 12 au 16 mai derniers. La réunion du congrès d'une telle organisation « syndicale » dans ce pays, dans cette ville, au moment où les travailleurs, les retraités, la jeunesse de Grèce combat les plans d'austérité qui se succèdent, sonne comme une véritable provocation.

Déjà en 2007, à Séville (voir *L'Internationaliste* n° 69), ce fut un défilé de hauts responsables des institutions et gouvernements européens venus prôner l'association capital-travail, la collaboration de classe devant un parterre de « syndicalistes » et de bureaucrates déjà largement convaincus d'accompagner une telle politique.

Quatre ans plus tard, alors que les capitalistes veulent faire payer aux travailleurs grecs les conséquences de la crise structurelle d'un mode de production qui ne mène qu'à la régression et à la mort, V. Reding, vice-présidente de la Commission de Bruxelles, est venue la main sur le cœur affirmer : « *L'Europe n'est pas le problème. Elle est la solution [...]. Une Europe unie est la solution. Nous ne devons pas lutter les uns*

contre les autres mais créer un climat de confiance. »

Ce à quoi B. Thibault, de la CGT, a répondu : « *J'ai bien entendu l'appel que nous adresse Mme Reding ce matin au nom de la Commission européenne : « à vous de créer un climat de confiance » nous dit-elle ! Cela, nous savons le faire, nous savons diffuser la confiance. Mais la confiance ça se mérite, nous ne pouvons pas donner confiance dans une Europe où la parole des banquiers et des agences de notation compte plus que l'opinion des citoyens et des travailleurs.* »

Il n'y aurait alors pas d'autre solution que de mettre un peu de social dans des institutions tout entières bâties pour être au service de la haute finance ? C'est là que réside l'utopie, alors que les travailleurs, les retraités et la jeunesse d'Europe cherchent la voie de la riposte dans l'unité aux plans d'austérité qui se multiplient et s'accumulent !

C'est bien ce qu'a voulu signifier, à sa façon, le syndicat grec PAME (Front militant des travailleurs) en manifestant à l'entrée du congrès de la CES, condamnant la tenue d'une telle réunion avec des slogans comme : « *Bureaucrates de la CES, partez !* »,

« *La CES n'est pas la bienvenue* » ou encore « *Travailleurs d'Europe, levez-vous !* ».

Mais les bureaucrates sont allés jusqu'au bout de la provocation en élisant au poste de secrétaire générale une illustre inconnue du syndicalisme, une française de 61 ans qui a fait toute sa carrière dans la superstructure de l'UNI-Europa et de la CES. Selon sa biographie officielle, elle « *a contribué au désamorçage de la directive services (2003-2006), a positivement influencé la législation postale et le paquet télécom* ». C'est rassurant, quand on voit le résultat...

Mais cela ne s'arrête pas là. À A. Merkel, chancelière allemande ayant mené une charge contre les vacances et l'âge de départ à la retraite des travailleurs de Grèce, d'Espagne et du Portugal, la « syndicaliste » B. Ségol a répondu : « *Il est clair qu'il y a des choses à changer dans la situation économique des pays du Sud, mais cela ne peut pas être fait en un ou deux ans, il faut leur donner le temps et les moyens de changer leurs systèmes.* » Est-il besoin de commenter ?

J.-Louis

Grèce : les travailleurs se mobilisent contre le FMI



Depuis le début la crise, la Grèce a été littéralement jetée en pâture aux spéculateurs en tout genre. Les capitalistes grecs et européens ont profité de la crise pour mener une offensive très brutale contre les travailleurs et les jeunes. En s'appuyant sur les agences de notation, le FMI et la Banque centrale européenne (BCE) ont décidé de s'attaquer aux « déficits publics ». En échange d'une « aide » de ces institutions de 110 milliards d'euros, le gouvernement du « socialiste » Papandréou a baissé les salaires, a supprimé les 13^e et 14^e mois pour les salariés du public et du privé, procédé à une hausse de la TVA, allongé la durée de cotisation pour les retraites (40 ans contre 37 auparavant), procédé à de nombreuses privatisations, réduit les budgets de la santé et de l'éducation, etc.

Mais l'ensemble de ces mesures a encore aggravé la situation économique du pays et le FMI et la BCE pressent le gouvernement grec d'aller encore plus loin dans la destruction des conquêtes sociales des travailleurs. Du coup, plus le pays s'endette, plus il doit payer d'intérêts pour rembourser sa dette, moins il est en condition de le faire. De cette façon, les capitalistes qui spéculent sur la dette empochent de très importants profits... en jetant dans la mi-

sère des millions de travailleurs grecs.

En effet, les mesures d'austérité imposées par le FMI et la BCE à la Grèce ont eu pour conséquence d'aggraver brutalement les conditions d'existence des travailleurs. En plus des baisses de salaire et de l'augmentation du coup de la vie, le chômage et la précarité ont explosé. Il y a officiellement 15 % de travailleurs à la recherche d'un emploi. Ce taux atteint même 40 % chez les moins de 25 ans.

Mais les Grecs sont de plus en plus nombreux à se mobiliser pour dénoncer cette situation. Depuis le début de la crise, pas moins de dix journées nationales d'action ont été organisées par les syndicats. À chaque fois le pays a été paralysé, des centaines de milliers de personnes ont cessé le travail et sont descendues dans les rues pour dire qu'elles ne voulaient pas payer la crise des capitalistes. Pourquoi dans de telles conditions ne pas organiser une grève générale jusqu'au retrait total du plan FMI-BCE ? Pourquoi ne pas appeler à la démission de Papandréou ? Pour le moment, les partis politiques institutionnels, notamment le parti communiste grec (KKE), arrivent à contenir le mécontentement social et n'offrent aucune perspective politique alternative à la barbarie capitaliste.

On le voit bien, en Grèce comme ailleurs en Europe, un parti ouvrier internationaliste prêt à se battre jusqu'au bout pour défendre les intérêts des travailleurs et défendre la perspective du socialisme fait cruellement défaut. Mais on constate qu'au fur et à mesure que la lutte des classes s'aiguise dans ce pays, la marge de manœuvre des bureaucraties politiques et syndicales se réduit comme peau de chagrin.

En effet, depuis le 24 mai, des rassemblements se déroulent dans les principales villes du pays, en écho aux révolutions arabes et aux rassemblements qui ont eu lieu dans toute l'Espagne. Le 25 mai au soir, il y avait 10 000 personnes à Thessalonique et 20 000 à Athènes. Le dimanche 29 mai au soir, plus de 100 000 personnes se sont rassemblées sur la place du Parlement à Athènes, alors que les appareils bureaucratiques n'avaient pas appelé à cette manifestation. Les manifestants ont notamment scandé : « *Qu'ils s'en aillent tous!* » à l'égard des partis institutionnels. En Grèce, comme en Tunisie, en Égypte et en Espagne, la peur est en train de changer de camp. Il faut, plus que jamais, avancer la perspective du socialisme !

Mathieu

Portugal : socialisme ou FMI !

Le 12 mars dernier, plus de 300 000 personnes sont descendues dans les rues des principales villes du Portugal. Une manifestation qui a sans aucun doute ouvert une nouvelle ère dans la situation politique du pays. Cette mobilisation, sans précédent depuis la révolution de 1974, est aussi bien le fruit d'un aiguisement de la lutte des classes dans le pays que l'expression de la réaction des masses contre les plans de rigueur mis en place par le gouvernement du « socialiste » Sócrates.

Mais le fait le plus caractéristique de cette manifestation est surtout qu'elle s'est déroulée en marge des appareils bureaucratiques politiques et syndicaux :

à l'origine, il s'agit d'un appel relayé par Internet qui, comme une traînée de poudre, a été très largement suivi par les travailleurs et les jeunes durement frappés par les conséquences de la crise du capitalisme. Les journalistes ont parlé du caractère « spontané » de cette mobilisation. Plutôt que spontanéité, il s'agit surtout de l'occasion que la classe ouvrière a saisie pour signifier à la bourgeoisie, aux partis institutionnels qu'elle ne voulait pas payer la crise des capitalistes.

Oui, depuis le 12 mars la situation politique a changé au Portugal. Les partis institutionnels, y compris le parti communiste portugais (PCP) et le Bloc de gauche (BE) ainsi que les bureaucraties syndicales qui leurs sont subordonnées font l'objet d'une énorme défiance de la part de la classe ouvrière. Car aujourd'hui, plus qu'hier encore, l'alternative se situe bien entre la barbarie capitaliste, c'est-à-dire l'acceptation des plans du FMI et de la Banque centrale européenne (BCE) via un gouvernement bourgeois, et la révolution socialiste. C'est la principale leçon qu'il y a à tirer de la mobilisation du 12 mars.

Or, la réalité est que l'ensemble des partis institutionnels se situent aujourd'hui dans le cadre des institutions bourgeoises. Les partis officiels de la bourgeoisie (PS-PSD-CDS) disent plus ou moins ouvertement qu'il faut accepter



les plans du FMI. Cela correspond aux intérêts des capitalistes qui comptent, grâce à ces plans, que les salaires baissent (donc que les coûts de production baissent et que les profits augmentent) et que les services publics ainsi que la santé et l'éducation soient totalement privatisés.

Les argumentaires défendus tant par le PCP que par le BE sont plus vicieux. Derrière une opposition de façade aux plans de rigueur, ils acceptent de fait ces mêmes plans en empêchant toute alternative politique. Le BE plaide même pour une renégociation du plan du FMI ! Il y a d'ailleurs une certaine cohérence dans la position du BE. Effectivement, si on n'est pas pour l'instauration du socialisme et que l'on considère que le capitalisme constitue l'horizon indépassable de l'humanité, alors oui, il est logique d'être favorable à l'intervention du FMI quand les finances publiques ne respectent pas les critères du traité de Maastricht.

C'est d'autant plus logique que, comme le sait bien Francisco Louçã, dirigeant actuel du BE et ancien trotskyste membre du secrétariat unifié de la Quatrième Internationale, dans le cadre du capitalisme à l'époque impérialiste, il n'y a plus de réforme possible. Les textes présentés à la dernière convention du BE qui s'est tenue le premier week-end de mai, ne disaient pas autre chose. Avec des nuances,

tous les textes présentés à cette convention (y compris celui de la motion C défendu par la section portugaise de la Ligue internationale des travailleurs, Ruptura/FER) ont omis de parler de socialisme et ont situé leurs perspectives politiques exclusivement sur le terrain électoral.

En agissant de cette façon, les différentes composantes du BE ont montré qu'elles acceptaient de s'inscrire dans le plan de la bourgeoisie de reprendre la main après le 12 mars à travers l'organisation d'élections législatives le 5 juin.

Le 12 mars, en défiant la bourgeoisie et l'ensemble des partis institutionnels, les travailleurs et les jeunes ont montré clairement que ces considérations bourgeoises ne les concernaient pas. C'est sur le terrain de la lutte des classes que cela se réglera, et la classe ouvrière montre chaque jour davantage qu'elle cherche les voies de l'offensive. Aujourd'hui au Portugal comme ailleurs en Europe, il est urgent de s'atteler à la construction d'un parti ouvrier qui propose une alternative à la barbarie capitaliste, c'est-à-dire le socialisme.

Mathieu

Les Islandais rejettent une nouvelle fois la soumission au FMI par référendum



Le 9 avril dernier, les Islandais ont refusé de payer les conséquences de la crise pour la deuxième fois depuis le début de l'année. 60% des électeurs de ce pays ont voté NON au référendum (« Icesave ») qui proposait que les fonds publics servent à éponger les dettes des banques qui a fait faillite en 2008. Cet événement est passé presque inaperçu en France (même s'il a eu un écho certain dans les pays du sud de l'Europe soumis à des plans de rigueur particulièrement brutaux) et pourtant il est symptomatique de l'aiguïssement des tensions inter-impérialistes d'une part, et de la montée de la lutte des classes que connaît actuellement l'Europe d'autre part.

Après la victoire du non au référendum du 9 avril, les gouvernements néerlandais et britannique ont menacé d'attaquer juridiquement le gouvernement islandais, accusant celui-ci de ne pas respecter les engagements liés à l'intervention du FMI dans ce pays. Les capitalistes du Royaume-Uni et des Pays-Bas ont en effet beaucoup à perdre en Islande puisqu'ils étaient parmi les principaux actionnaires de la banque qui a fait faillite. Cela montre, pour ceux qui avaient encore des illusions sur la « démocratie » bourgeoise, que

pour les capitalistes leurs intérêts priment sur la volonté des peuples, et sur tout d'ailleurs.

Mais le refus du peuple islandais, montre que de manière inégale et combinée, l'aiguïssement de la lutte des classes touche l'ensemble du continent. Même sur le terrain déformé de la lutte des classes que sont les élections, les travailleurs se saisissent de ce qui est à leur portée pour exprimer leur rejet des politiques de rigueur. Les travailleurs islandais ont été clairs, ils ne veulent pas éponger la crise des spéculateurs, ils ne veulent pas du FMI, ils ne veulent pas de la politique d'austérité!

Ensuite, ce vote exprime un rejet grandissant des partis institutionnels pour qui la démocratie (entendez le capitalisme) est l'horizon indépassable de l'humanité. C'est dans cette perspective que le gouvernement social-démocrate islandais avait mis tout son poids pour que le oui l'emporte. La victoire du non constitue une victoire pour la classe ouvrière et exprime une défiance très profonde vis-à-vis des partis institutionnels.

En bons démocrates, les bourgeoisies feront, sans doute, voter les électeurs jusqu'à ce que le résultat leur soit favo-

nable, comme cela a déjà été fait au Danemark, en Irlande, en France ou aux Pays-Bas pour les différents traités de l'Union Européenne. A n'importe quel moment, la bourgeoisie cherchera à reprendre la main et à imposer son plan scélérat au peuple islandais. Seuls, les peuples peuvent aller très loin dans la contestation du système capitaliste et dans le rejet des institutions, mais en l'absence de parti ouvrier pour le socialisme, cette montée en puissance connaîtra toujours une limite et un reflux.

C'est pourquoi, et nous ne le répéterons jamais assez, en Islande, comme ailleurs, il est urgent d'avancer la perspective des États-Unis Socialistes d'Europe. Cette perspective est plus que jamais à l'ordre du jour, c'est même la seule alternative crédible à l'Union Européenne dont le l'objectif est de garantir les intérêts des capitalistes des différents impérialismes d'Europe.

Mathieu

La révolution palestinienne frappe aux portes d'Israël

En ces temps de révolution arabe, la commémoration de la Nakba⁽¹⁾ s'est convertie en une journée de lutte contre l'État sioniste, ultime garant de l'ordre impérialiste dans la région. Les affrontements entre armée sioniste et manifestants ont fait au moins 12 morts et des centaines de blessés, la plupart à la périphérie des territoires palestiniens, au Liban et dans le Golan syrien occupé. « *Au moins un Palestinien a été tué et 80 autres blessés dans le nord de la bande de Gaza lorsque les troupes israéliennes ont ouvert le feu sur une marche d'au moins 1 000 personnes qui se dirigeait vers le passage d'Erez entre la bande de Gaza et Israël.* ».

En Cisjordanie, « *une des manifestations les plus marquantes a eu lieu près du camp de réfugiés de Qalandiya et du point de contrôle du même nom, le principal checkpoint entre la Cisjordanie et Israël, où environ 100 manifestants ont défilé.* »⁽²⁾



À la frontière libanaise, où des milliers de réfugiés palestiniens s'étaient rassemblés dans la localité de Maroun ar-Ras, à 1 km d'Israël, 10 personnes ont été tuées par les tirs israéliens. Les tirs ont éclaté après que des dizaines de jeunes manifestants ont franchi le cordon de l'armée libanaise pour s'approcher des barbelés et ont commencé à lancer des pierres en direction des soldats israéliens.

En Syrie, des manifestants brandissant des drapeaux palestiniens et syriens ont débouché dans Majd el-Shams, une bourgade druze du plateau du Golan occupé par Israël depuis 1967. Là, des combats ont éclaté entre les « infiltrés » et des soldats de l'État hébreu, surpris par l'ampleur de l'opération. Plusieurs Syriens ont été tués et des dizaines d'autres blessés. « *Vers Al-Qods [Jérusalem] marchent des millions de martyrs !* », scandaient les manifestants. D'autres affirmaient qu'ils se « réinstalleraient à Haïfa ».⁽³⁾

Nétanyahou dicte ses conditions

Lors de la conférence de presse faisant suite à la rencontre entre B. Obama et B. Nétanyahou, ce dernier s'est fait un malin plaisir de rappeler à l'ordre son allié étatsunien face aux journalistes et aux caméras du monde entier : « *Si Israël est prêt à faire des compromis généreux pour la paix, il ne peut pas revenir aux lignes de 1967, car ces lignes sont indéfendables* »⁽⁴⁾.

Message reçu et enregistré par B. Obama lors de son discours devant l'AIPAC, le principal lobby pro-

sioniste aux États-Unis où il fut clair : « *les frontières d'Israël et de la Palestine devraient être basées sur les lignes de 1967 avec des échanges [de territoires, ndlr] mutuellement consentis* »⁽⁵⁾. Et de préciser : « *les Israéliens et les Palestiniens vont négocier une frontière différente de celle qui existait le 4 juin 1967* », en tenant compte « *des nouvelles réalités démographiques sur le terrain et des besoins des deux parties* ».

Devant le Congrès étatsunien tout acquis à sa cause, B. Nétanyahou a déclaré : « *Israël sera généreux quant à la taille de l'État palestinien mais nous serons très fermes quand il s'agira du tracé de la frontière. C'est un principe important* ». Exit donc le droit au retour sur leur terre pour tous les réfugiés - et descendants - palestiniens expulsés de leur terre. Ce que l'impérialisme promet aux Palestiniens, c'est un « bantoustan » cerné d'un mur, surveillé par les miradors israéliens, au milieu d'un désert... dix-sept ans après la

chute de l'apartheid en Afrique du Sud.

La lutte des peuples arabes contre l'État sioniste

La question palestinienne est au cœur des révolutions arabes qui frappent aux portes d'Israël. L'ouverture permanente du poste-frontière de Rafah, entre l'Égypte et Gaza, qui est asphyxié méthodiquement depuis quatre ans, est une petite victoire lourde de conséquences, arrachée par les révolutions palestinienne et égyptienne.

« *Ô Moubarak, ô traître, prends un appartement en Israël !* »⁽⁶⁾, scandaient les manifestants place Tahrir, au Caire, ce 27 mai. Il existe bien une voie indépendante de classe contre les partis des bourgeoisies nationales arabes et la soumission au sionisme et à l'impérialisme. C'est ce que criaient à leur façon de jeunes manifestants place Tahrir : « *La révolution nous appartient et les Frères musulmans nous ont abandonnés* » ; « *Les révolutionnaires sont là, où sont les Frères ?* ».

Droit au retour pour tous les réfugiés palestiniens !

Pour une seule Palestine laïque, démocratique et socialiste sur tout le territoire de la Palestine historique !

Vive la révolution arabe ! Pour une fédération socialiste du Proche et du Moyen-Orient !

André

(1) La Nakba (catastrophe) est le terme par lequel les Palestiniens se réfèrent à la fondation en 1948 de l'État sioniste et qui s'est traduite par l'expulsion de plus de 700 000 Palestiniens de leur terre.

(2) www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10623.

(3) www.liberation.fr/monde/01012337613-la-nakba-ensanglantee-des-palestiniens.

(4) www.liberation.fr/monde/01012338708-etat-palestinien-netanyahu-rejette-la-proposition-d-obama.

(5) www.liberation.fr/monde/01012338906-frontieres-d-israel-obama-assume-son-choix-tactique.

(6) <http://blog.mondediplo.net/2011-05-27-Place-Tahrir-quatre-mois-plus-tard>.

Espagne : les travailleurs et la jeunesse refusent de payer la crise des capitalistes

Depuis le 15 mai, une mobilisation sans précédent touche l'Espagne. Des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes se regroupent chaque jour sur les places des villes du pays et s'organisent en assemblée générale. A l'origine le mouvement, 15-M (pour 15 mai) visait à contester les partis institutionnels, les plans d'austérité mis en place par le gouvernement « socialiste » de Zapatero, ainsi que la situation de précarité généralisée dans laquelle se trouvent les travailleurs et plus particulièrement les jeunes travailleurs, dans le cadre de la campagne des élections régionales et municipales du 22 mai. L'Espagne a été touchée de plein fouet par l'éclatement de la bulle spéculative de l'immobilier. Entre 2007 et aujourd'hui, le taux de chômage officiel est passé d'environ 8% à plus de 21% et il continue à augmenter. La situation est encore pire parmi la jeunesse, puisque 44,6% des moins de 25 ans sont au chômage et ceux qui ont un emploi connaissent une précarité généralisée. Même le FMI l'admet de manière très cynique, il s'agit d'une génération sacrifiée.

C'est donc en réponse aux conséquences de la crise et aux attaques de la bourgeoisie contre les salaires, les services publics, les emplois, que les travailleurs espagnols se rassemblent par milliers. Le mouvement, commencé sur la place Puerta del Sol à Madrid, montre le rejet des manifestants non seulement vis-à-vis des partis institutionnels mais aussi à l'égard des directions syndicales bureaucratisées.

Dans la semaine du 15 au 22 mai, le mouvement a gagné en ampleur et a été jusqu'à défier l'interdiction du tribunal électoral espagnol, qui interdit toute manifestation à caractère politique avant un scrutin. Le 20 mai au soir il y avait des dizaines de milliers de personnes dans tout le pays. Ils étaient plus de 20 000 à Madrid, et en tout il y avait plus de 170 rassemblements dans tout le pays. La conséquence immédiate de cette mobilisation a été une défaite sans précédent pour le PSOE de Zapatero, qui a obtenu moins de 28% des suffrages exprimés, perdant près de 2 millions de voix par rapport aux élections précédentes, ce qui constitue un de ses plus mauvais scores depuis la fin de la dictature.

Alors que le mouvement semblait perdre en vigueur après les élections, du moins d'après les journalistes, la police de la province de Catalogne a violemment délogé les travailleurs et les jeunes qui occupaient la place de Catalogne dans le centre de Barcelone, faisant au passage plus de 120 blessés. Cela a eu pour effet immédiat de radicaliser la mobilisation et le 27 mai des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les villes du pays, en solidarité avec leurs camarades de Barcelone. Le mouvement a même pris de l'ampleur. Le samedi 28 mai, rien que dans la région de Madrid, 30 000 personnes se sont réunies dans des assemblées dans plus de 140 quartiers et villes. A l'heure où ces lignes sont écrites, les manifestants de la Puerta del Sol à Madrid,

ceux de la place de Catalogne à Barcelone ainsi que dans d'autres villes ont décidé de continuer à occuper ces places pour faire entendre leurs revendications.

Le mouvement du 15-M en Espagne fait clairement écho aux révolutions arabes en cours ainsi qu'aux mobilisations qui se déroulent notamment en Grèce ou au Portugal. Ce mouvement préfigure le mouvement des masses qui risque de déferler sur toute l'Europe dans les prochaines semaines ou dans les prochains mois. En Espagne, comme au Portugal, comme en Grèce et ailleurs encore, les travailleurs et les jeunes montrent qu'ils n'en peuvent plus de ces conditions vie, qu'ils n'en peuvent plus des partis institutionnels corrompus, qu'ils n'en peuvent plus des appareils politiques et syndicaux bureaucratés qui mènent une politique de collaboration de classe.

Mais en l'absence de parti politique, cette mobilisation connaîtra nécessairement une limite. Le mouvement du 15-M pose l'urgence de la construction, au minimum à échelle européenne, d'un parti ouvrier strictement indépendant de l'état et de la bourgeoisie, centralisé démocratiquement qui se batte pour la seule alternative au capitalisme, c'est-à-dire le socialisme. Pour les marxistes révolutionnaires, il est urgent de se battre pour la construction d'un tel parti et de se battre pour la perspective des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Mathieu

<http://www.gsi-litqi.org/>

Abonnez-vous : <http://www.gsi-litqi.org/linter/outrouver.html>

Sommaire du n° 110

- ✓ Edito. p. 2
- ✓ Revue de presse sociale et chiffres. p. 3
- ✓ NPA. p. 5
- ✓ La Poste. p.6
- ✓ Le RSA. p. 7
- ✓ Santé : sages-femmes. p. 8
- ✓ Campagne Afghanistan. p. 9
- ✓ Monsieur le Préfet. p. 12
- ✓ Enseignement. p. 12
- ✓ Congrès de la CGT Commerce. p. 14
- ✓ Congrès de la CES. p. 15
- ✓ International - Grèce, Portugal, Islande, Palestine, Espagne. p. 19